



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Service interministériel d'animation
des politiques publiques**

Pôle environnement et transition énergétique

ARRÊTÉ N° 41-2020-12-22-008

portant mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement à l'encontre de la société AXEREA pour ses installations de stockage de céréales qu'elle exploite à BEAUCE LA ROMAINE

**LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,
Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R 515-71 ;

Vu le décret du Président de la République du 27 mars 2019 nommant en conseil des ministres Monsieur Yves ROUSSET, préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires organiques dégageant des poussières inflammables, notamment ses articles 7 et 13 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12/90 du 14 novembre 1990 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2007-255-23 du 21 décembre 2007 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12/90 du 14 novembre 1990 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 novembre 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 16 décembre 2020 ;

Considérant les constats suivants relevés lors de l'inspection du 19 octobre 2020 par l'inspecteur des installations classées :

- Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de deux bureaux de commerciaux dans les locaux directement au bas du silo métallique. Le silo étant classé comme silo vertical, la distance de 25 m n'est pas respectée.
- Les moteurs en tête d'élévateur de la tour de manutention présentent un fort empoussièrement.

Considérant que l'exploitant a transmis par courrier du 7 décembre 2020 des photographies témoignant du nettoyage des moteurs en tête d'élévateurs ;

Considérant que le constat subsistant sur la présence de bureaux de commerciaux constitue un manquement aux dispositions prévues à l'article 7 de l'arrêté du 29 mars 2004 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXEREAL de respecter les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté du 29 mars 2004 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir et Cher ;

ARRÊTE

Article 1 – La société AXEREAL dont le siège social est situé au 36 rue de la manufacture à OLIVET (45160), exploitant une installation de stockage de céréales localisée au 43 avenue de CHANZY à BEAUCE-LA-ROMAINE (commune déléguée de OUZOUE-LE-MARCHE) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 29 mars 2004 susvisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Le présent arrêté sera notifié à la société AXEREAL en lettre recommandée avec accusé de réception. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher et publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie en sera adressée :

- au maire de BEAUCE LA ROMAIN
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de BEAUCE LA ROMAIN, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire et tout agent de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Blois, le **22 DEC. 2020**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Nicolas HAUPTMANN

Délais et voies de recours en page suivante

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République - BP 40299 - 41006 BLOIS cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, place Beauvau 75008 Paris cedex 08 ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site internet www.telerecours.fr

